

1,4 % d'Augmentation
Générale des Salaires :
Senard pas plus
« social » que Ghosn

l'étincelle*

Au frais de RNBV, Ghosn
invite ses amis à Rio...
au carnaval d'abus
de biens sociaux

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 26 février 2019

Venezuela : à qui profite la crise ?

Depuis un mois, les États-Unis, l'Union européenne et plusieurs gouvernements latino-américains réactionnaires font pression pour mettre à bas le régime de Maduro. C'est avec le soutien de Trump, mais aussi de Macron, qu'un député de l'opposition vénézuélienne, Juan Guaidó, s'est auto-proclamé président à la place de Nicolas Maduro. Tout cela au nom de la démocratie ? Le Venezuela n'est pas moins démocratique que l'Arabe saoudite, alliée des USA ou de La France. Guaidó est surtout l'homme des États-Unis, et promet de privatiser le secteur pétrolier.

Ce week-end, des convois d'aide humanitaire venus de Colombie et du Brésil ont été bloqués aux frontières par l'armée du Venezuela. Un blocus qui répond à celui des États-Unis aux conséquences bien plus graves, et qui vise à renverser Maduro en aggravant la crise économique.

Pourtant le régime de Maduro, comme que celui de Chavez avant lui, n'a rien de socialiste. C'est avec l'appui d'une large partie de l'armée que l'officier Hugo Chavez avait été élu, en 1998, président d'un

pays en pleine crise économique et sociale. La montée du cours du pétrole dans les années qui ont suivi avait permis à son régime de prendre quelques mesures sociales. Si cela marchait sur les pieds d'une fraction de la grande bourgeoisie vénézuélienne, la plus liée aux États-Unis, il n'était pas question pour Chavez de toucher aux banques et aux hommes d'affaires.

Mais l'effondrement du cours du pétrole a ruiné l'économie vénézuélienne et plongé la population dans la misère. La corruption du régime a limé sa popularité. C'était l'occasion rêvée pour les États-Unis de se débarrasser d'un régime qu'ils ne jugent pas assez docile à leurs intérêts, alors que le Venezuela possède 20 % des réserves mondiales de pétrole. La Chine et la Russie, qui lorgnent aussi sur le pétrole vénézuélien, soutiennent pour l'instant Maduro. Trump se dit prêt à une intervention militaire.

La population vénézuélienne est prise en otage. Pour ne pas être un pion dans le jeu des grandes puissances et des démagogues, celle-ci a tout intérêt à se méfier de ses sauveurs.

Non à l'antisémitisme et à son instrumentalisation

Depuis l'agression antisémite contre Alain Finkielkraut, le gouvernement et les responsables politiques de divers bords s'en sont donné à cœur joie pour calomnier le mouvement des Gilets jaunes. Histoire de remiser aux oubliettes les revendications sur la justice sociale, la remise en place de l'ISF ou le pouvoir d'achat.

Pendant plus d'une semaine, tous les représentants du gouvernement ont mené la charge. Ils étaient bien aidés en cela par les entrepreneurs de la haine et garants de l'ordre social, tels Soral et Dieudonné, comme par leurs comparses d'extrême droite qui tentent de diffuser leurs idées nauséabondes dans les rassemblements de Gilets jaunes. Mais ces ennemis de classe sont minoritaires dans les manifestations. Ils se font chasser des cortèges, comme ce fut le cas par exemple à Lyon il y a deux semaines, et hués dans beaucoup d'assemblées. Samedi dernier, de nombreuses banderoles dénonçaient le racisme et l'antisémitisme tout au long des défilés.

Qui fait le lit du racisme ?

Quant à Emmanuel Macron, il est mal placé pour faire profession de foi antiraciste, lui qui mène une politique anti-migrants. Il en a profité pour amalgamer antisémitisme et antisionisme, et tenter de discréditer

ainsi toute critique de la politique d'Israël, notamment la colonisation planifiée des territoires palestiniens : un politique qui nourrit le poison de l'antisémitisme.

Un jaune qui ne palit pas

Face à de telles accusations, on promettait aux Gilets jaunes la démobilisation. Mais force est de constater que le nombre de manifestants a augmenté samedi dernier.

Toujours ébranlé par une mobilisation qui ne veut pas finir, le gouvernement tente de calomnier ceux qui luttent. Face à une telle hypocrisie, les Gilets jaunes ont été nombreux à condamner tous les préjugés, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme.

Après trois mois de lutte, ce sont bien les thèmes de justice sociale, de salaires et de partage des richesses qui sont pour eux prioritaires. N'en déplaise aux plus riches, à ceux qui tiennent à leurs privilèges, et à ceux qui les représentent.

Un quota d'injustice

Ce sera 2,8 % d'augmentation en moyenne en 2019 selon l'issue des NAO. On est loin du compte, surtout vu les 3,4 milliards de bénéfice dégagés par Renault en 2018. Et en plus, c'est une moyenne. La direction a fixé un quota : 10 % des salariés (APR, ETAM et Cadres) n'auront aucune Augmentation Individuelle, quel que soit le résultat des évaluations individuelles. Une Augmentation Générale des Salaires d'au moins 300 euros (y compris pour les Cadres exclus des AGS), c'est le meilleur remède contre l'arbitraire.

Les sous, c'est pour les chouchous

La prime d'intéressement entreprise est en baisse d'environ 8 % par salarié cette année. Elle est calculée selon la marge opérationnelle, en légère baisse. Mais cela n'empêche pas la direction de maintenir le niveau des dividendes : les actionnaires recevront plus d'un milliard d'euros, soit un tiers des bénéficiaires. C'est connu, ce sont les actionnaires qui font tourner l'entreprise et qui créent de la valeur.

Prime partielle pour temps partiel

Non seulement la prime exceptionnelle obtenue grâce aux Gilets jaunes se limite à 300 ou 500 € à Renault (au lieu des 1000 € permis par la loi), mais les salariés à temps partiel ont eu encore moins. D'abord pour déterminer s'ils gagnent moins que 2 ou 3 Smic, leur salaire a été « reconstitué » comme s'ils travaillaient à temps plein. Ensuite, leur prime a été proratisée selon leur nombre de jours travaillés dans l'année. Et une injustice de plus ! La direction cherche-t-elle à gonfler les rangs des Gilets jaunes ?

Une direction qui s'éclate

C'est la période des conventions. Celle de la DEA-TD (Direction Ingénierie Alliance - Tests & Services Digital) a confirmé la tendance à la hausse des externalisations vers les sous-traitants (prononcer « work-package ») et des délocalisations dans les RTx (en Inde chez RNTBCI notamment). Equipes éclatées, plus d'intermédiaires, cultures différentes... Pas sûr que ça facilite le travail en mode Agile.

Autant en emporte l'évent

C'était le « big event » ! Au lieu des traditionnels repas de fin d'année, la DEA-S (Direction Ingénierie Alliance Systèmes) promettait un événement « *plein de surprises* » dans un lieu « *secret* », mais avec présence « *obligatoire* ». Un millier de salariés se sont retrouvés à Guyancourt le 14 février pour une grande communion autour de ses directeurs, avec concert, buffet géant et une initiation au Haka, cette danse rituelle détournée par les entreprises pour stimuler l'agressivité et la cohésion de leurs salariés. On était loin de l'esprit Saint Valentin.

FASToche

Thierry Bolloré vient de lancer le programme Fast, une généralisation de la méthode Agile et de la digitalisation censée raccourcir les plannings de développement. En pratique, cela va signifier augmentation et intensification du travail. Par contre, rien de prévu pour mettre à jour certains logiciels obsolètes ou pour embaucher et réduire le turn-over permanent des sous-traitants. Yapluka.

Les Droits de l'Homme et du PDG

Après trois mois en détention, Carlos Ghosn a décidé de changer de système de défense et a pris des avocats spécialisés dans la dénonciation des abus de la justice japonaise. Le nouveau converti de la lutte anti-carcérale, qui frayait il y a peu avec Poutine, Erdogan ou Mohamed VI, peut se rassurer : en France, dans la « Patrie des Droits de l'Homme », aucune procédure judiciaire n'a été lancée en dépit des nombreuses révélations sur ses fraudes et abus.

Le sens de la fête

RNBV aurait aussi financé en février dernier un séjour au carnaval à Rio pour Ghosn et ses invités, des magnats et politiciens libanais, pour 230 000 €. Une prise en charge justifiée selon l'avocat de Ghosn : « *les invités avaient des liens avec les affaires de Renault. Par exemple, le président de la Poste libanaise avait professionnellement besoin d'une flotte de véhicules importantes* ». Ce ne serait donc qu'une tentative de corruption ! Avec de tels avocats, pas besoin de procureur.

Avec la peau des autres

Depuis l'arrestation de Ghosn, les rumeurs enflent sur le conflit opposant Renault et Nissan, qui se mène au sommet des deux groupes, soutenus chacun par leur gouvernement. Et dont les salariés ne peuvent faire que les frais. Tout ce beau monde est bien décidé à faire suer leurs salariés sur les cinq continents pour gagner le jackpot.

L'école du profit

L'agence de notation S&P Global Rating vient de dégrader la note de l'élève Renault, suite à la baisse de ses marges. Un avertissement au nom des actionnaires intéressés par le seul rendement de leurs actions. A quand une agence de notation des salariés pour évaluer conditions de travail et salaires ?

Fonderie amer

Vendredi dernier, 400 salariés des Fonderies du Poitou ont manifesté devant l'usine Renault du Mans. Les deux fonderies Alu et Fonte ont été mises en redressement judiciaire faute de commandes. Renault est leur principal donneur d'ordre. Raison de plus pour que Renault les réintègre.